

2 Politique

Atelier de lancement du Réseau des institutions anti corruption d'Afrique centrale

Les travaux s'ouvrent ce matin

J.K.M

Libreville/Gabon

AUJOURD'HUI s'ouvre, à l'hôtel Nomad, l'atelier de lancement du Réseau des institutions nationales anti-corruption d'Afrique centrale (Rinac). Soixante-douze heures durant, les responsables des institutions nationales de lutte contre la corruption des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) devraient, aux côtés de leur homologue gabonais, Dieudonné Odounga Awassi, examiner

et adopter les textes régissant le Rinac, son plan triennal tout en choisissant la ville devant abriter son siège. Selon certaines indiscretions, la capitale gabonaise pourrait être l'heureuse élue. Porté sur les fonts baptismaux, en novembre 2012, à Libreville, le Rinac illustre la détermination des États de la sous-région à lutter contre la corruption, un fléau transfrontalier qui gangrène le fonctionnement de la plupart des États du continent. Pour preuve, le rapport sur la gouvernance en Afrique publié par la Commission économique de l'Afrique (CEA), en 2009, laisse clai-

rement entendre que "sur le continent, nombre d'institutions publiques sont corrompues à des degrés divers et les institutions non étatiques de la société civile ainsi que le secteur privé ne sont pas à l'abri du problème". S'agissant plus particulièrement de la sous-région, les conclusions dudit rapport sont toutes autant édifiantes : "Plus de la moitié des experts du Cameroun, Congo, Gabon et du Tchad consultés par la CEA ont estimé que leur Exécutif est corrompu, de même que le pouvoir judiciaire et la Fonction publique. 25% d'entre eux ont jugé les organes législatifs considéra-



Dieudonné Odounga Awassi, président de la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite.

blement ou complètement du phénomène de la corruption dans la sous-région. Un fléau nécessitant

une riposte nationale et régionale. Les représentants de la Banque mondiale, des agences du système des Nations unies, de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Commission de l'Union africaine devraient également prendre part aux travaux. Il faut souligner que cette manifestation ne se fait pas sans "couac". En effet, dans une déclaration faite, hier, à l'hôtel Louis, Marcel Libama, au nom de la société civile libre, a dénoncé "la mauvaise gestion de la Stratégie nationale de Lutte contre la corruption au Gabon.

Rentrée politique du Mouvement des jeunes upégistes (MJU)

La presse invitée à faire montre d'audace

L.R.A.

Libreville/Gabon

Anges Kévin Nzigou, président du Mouvement des jeunes upégistes (MJU), s'est adressé en ces termes aux médias présents, dimanche dernier, au barbecue de presse organisé pour dire merci aux journalistes pour leur soutien et leur accompagnement dans la couverture de leurs activités.



Photo : LLIM

Anges Kévin Nzigou, président du mouvement des jeunes upégistes pendant son propos.

"IL n'y a pas de République vivante sans citoyens informés, et il n'y a pas de citoyens éclairés sans presse indépendante et vigilante". Dixit Anges Kévin Nzigou, président du Mouvement des jeunes upégistes (MJU), tendance Moukagni-Iwangou. C'est que, dimanche dernier, ses alliés et lui-même ont organisé au quartier Glass, à l'endroit de la presse nationale ce qu'ils ont appelé un barbecue de presse. Une rencontre

parmi les manifestations marquant leur rentrée politique, pour dire merci aux médias et surtout aux journalistes, du moins ceux qui bravent la censure et toutes sortes de contraintes pour relayer les activités de leur bord politique, a précisé le président du MJU. Il s'est ainsi réjoui "des relations difficiles entre la

presse et le nouveau pouvoir politique dans notre pays". Au-delà, le jeune leader de l'opposition a surtout dit son soutien aux journalistes, rédacteurs, photographes, dont le métier est, de son avis, précaire. "Une fragilisation qui commande d'apporter par les lois, la garantie de leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs écono-



Photo : LLIM

Certains confrères de la presse nationale ont reçu des prix de reconnaissance de la part du MJU.

miques et politiques", a-t-il lancé depuis sa tribune. "Notre engagement démocratique doit participer à œuvrer pour que vous puissiez, autant que possible, travailler sans épée de Damoclès sur la tête. Il doit s'agir pour les politiques de soutenir la suppression sans condition des délits de presse. Comme... pour les dé-

putés dans leur hémicycle, les journalistes doivent pouvoir bénéficier d'une immunité dans l'exercice de leur métier", s'est fendu le jeune upégiste dans son discours. Parce que "la presse fait son travail quand elle refuse de jouer aux petits télégraphistes de tel ou tel ministre, qu'elle décrypte, qu'elle prend du recul, qu'elle ana-

lyse et qu'elle dévoile, il faut reconnaître que cette mission est de plus en plus difficile à assurer au Gabon où précarisation, menaces et intimidations sont le lot quotidien des journalistes libres", a encore regretté Anges Kévin Nzigou. Au nom de toutes ces difficultés, qu'il semble réellement mesurer, le jeune opposant a voulu remercier en la récompensant à sa manière la prise de risques de nombreux confrères qui ont ainsi reçu des mains du jeune leader, un prix de reconnaissance. Le président du MJU leur a (re)demandé ainsi aux nombreux autres journalistes, en guise de conclusion de faire preuve d'audace, d'accepter de prendre les risques et de ne point être fermés à la nouveauté. "N'hésitez donc pas à inviter sur les ondes la nouvelle génération de responsables politiques démunis de moyens financiers, mais pourvus d'idées pour le Gabon", a-t-il terminé.

Tribune des Partis politiques

Utopie !

DANS un entretien exclusif, paru dans notre livraison du 2 octobre 2015, le leader du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, s'expliquait sur un certain nombre de sujets, comme celui ayant trait au climat délétère qui prévaut au sein de l'opposition (son camp politique) en proie à une guerre d'ego dont les fondements se trouvent dans le souhait émis par Jean Ping, d'une candidature unique de l'opposition à la Présidentielle de 2016. Depuis lors, des divergences sont nées entre certains responsables de l'Union nationale (UN) qui est le parti locomotive de l'opposition, et le candidat déclaré à la candidature du Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA). Les coupures de presse, d'où l'on découvre plusieurs chassées-croisées, démontrent, à bien des égards, que les opposants sont atteints d'un mal (l'excès d'ego) dont ils ne guériront plus. Un jour, le Parti démocratique gabonais (PDG) avait ironisé sur leur "incapacité notoire" à accorder leurs vio-

lons afin de danser au même rythme. C'est donc à raison que le président du PSD déclare, un brin d'ironie et de taquinerie en avant, qu'il ne voit pas l'Union nationale (UN), qui a lutté de toutes ses forces pour sa réhabilitation, ne pas présenter de candidat à la prochaine présidentielle, pour simplement faire de la place ou plaisir à une "personnalité dont les seules marques de l'opposition se lisent au travers des récriminations faites à son beau-frère de l'avoir soutenu mollement à l'élection de président de l'Union africaine et d'avoir vu ensuite son entreprise privée de subsides?". Pour Maganga Moussavou, sachant que l'Union nationale (UN) détient le gros des troupes des électeurs du Front, M. Ping serait, aujourd'hui, en passe de prendre les devants pour se dégarer de l'étreinte de l'élection primaire, qui pourrait, selon lui, voir ses rêves présidentielles fondre comme neige au soleil. "Un peu de mépris épargne beaucoup de haine", avait écrit J. Deval.

Toutefois, les tirs groupés de l'actuel maire de Mouila, ont été interprétés diversement. D'aucuns saluant le courage de l'homme de dire tout haut ce que nombre des contempteurs de Jean Ping pensent tout bas de son agitation actuelle. D'autres par contre, pensant que le "bouvier de Moutassou" est désormais assis sur deux chaises. Au point de le considérer, à tort certainement, comme "l'œil de Moscou" qui renseignerait "l'ennemi pour assurer sa survie". Mais par-delà ces attaques visant directement l'ancien président de la Commission de l'Union africaine, le leader du PSD promet d'ailleurs d'affronter le candidat qui sera issu du Front de l'opposition pour l'alternance, s'il n'en existait qu'un seul. C'est la preuve qu'au sein de cette famille politique de l'opposition, la candidature unique demeure une utopie. Une improbabilité. Et comme les autres fois, la montagne accouchera d'une souris. Déjà, il était assez prétentieux, pour Jean Ping et ses affidés, de penser que cela pouvait en être autrement.

La raison est si simple qu'en politique, on le sait, les boursoufflures d'ego atteignent souvent leur point culminant à la veille ou en période électorale. Avec un député à l'Assemblée nationale, deux sénateurs et deux maires élus dans la seule commune de Mouila où son parti avait, du reste, pu dicter sa loi au Parti démocratique gabonais (PDG) et l'Alliance démocratique et républicaine (Adere) aux dernières élections locales et sénatoriales, Pierre-Claver Maganga Moussavou semble désormais sur un nuage. Convaincu qu'il est désormais, fort de cette moisson, quoique circonscrite à sa ville natale de "Magondo", il peut dorénavant se croire détenteur d'une légitimité politique nationale capable de le propulser, le moment venu, à la tête de la magistrature suprême. Utopie encore ! La haute politique n'est que le bon sens appliqué aux grandes choses.